

Allemands des Sudètes de s'unir au Reich. La Grande-Bretagne et la France décidèrent alors d'exercer une pression sur les Tchèques afin de les engager à accepter, dans l'intérêt de la paix, de céder à l'Allemagne toutes les régions limitrophes où plus de la moitié de la population était de langue allemande. Exactement une semaine plus tard, M. Chamberlain se rendit à Godesberg—ce fut la troisième tentative de médiation. A Godesberg, au grand étonnement de M. Chamberlain, M. Hitler rejeta comme insuffisante l'offre de cession des régions limitrophes de langue allemande, et sous prétexte que les promesses des Tchèques ne méritaient aucune confiance, il exigea qu'une zone limitrophe, qu'il indiqua sur une carte, fût évacuée et livrée aux troupes allemandes dans un délai de sept jours; des plébiscites devaient être tenus plus tard dans d'autres régions.

Au cours de la semaine qui suivit cet ultimatum, c'est-à-dire entre les événements de Godesberg et ceux de Munich, la guerre parut imminente. La Tchécoslovaquie rejeta sans réserve les exigences nouvellement formulées, la France promit d'observer les obligations qu'elle avait assumées par traité, au cas où la Tchécoslovaquie serait attaquée, et le Royaume-Uni promit son appui à la France, si cette dernière se trouvait ainsi entraînée dans un conflit armé avec l'Allemagne. Il s'ensuivit des discussions d'un caractère tout à fait nouveau dans des assemblées publiques, dans la presse et à la radio, ainsi que des appels internationaux; on mobilisa les armées de terre et de mer, on distribua des masques à gaz et l'on creusa des tranchées contre les bombardements aériens.

Quelques heures avant le moment fixé pour l'attaque contre la Tchécoslovaquie, M. Hitler consentit à participer à une conférence de quatre puissances à Munich, ce qui constitua la dernière tentative de médiation. A Munich, on prit des dispositions en vue de la cession de la région des Sudètes dans des conditions paisibles et bien déterminées. Ces conditions étaient meilleures que celles de Godesberg, quant aux étapes de l'occupation, aux régions cédées et à la tenue de plébiscites sous un contrôle international, dans les régions contestées. Dans la pratique, on ne tint aucun compte de ces concessions. La Tchécoslovaquie, qui n'avait été ni entendue ni consultée, dut forcément accepter les conditions imposées, et la guerre se trouva ainsi écartée.

Au cours de cette dernière semaine de tension extraordinaire, la question n'était pas de savoir si la région des Sudètes serait occupée par l'Allemagne, mais de quelle façon elle le serait; c'était une question de délai et de modalité, ou, tout au plus, une distinction entre la menace formelle d'un recours à la force et

l'emploi effectif de la violence. Une fois l'entente conclue quant à la substance, on aurait pu considérer improbable que la guerre pût éclater à propos d'une question de forme. Or, les questions de forme ne sont pas sans importance. En temps de crise, l'incident le plus insignifiant peut être gros de conséquences. Toutefois, même au moment où les esprits étaient le plus échauffés, il resta toujours une lueur d'espoir. Il n'y eut ni engagements absolus ni avertissements formels. Le Royaume-Uni, par exemple, ne devait agir qu'au cas où la Tchécoslovaquie refusait de céder, l'Allemagne attaquerait cette dernière, et que si cette action entraînait une attaque de la France contre l'Allemagne. Les engagements comportaient des réserves et l'on s'efforça de prévenir un tel concours de circonstances.

Une fois ce résultat obtenu, le monde entier reprit haleine pour l'instant. Le rôle qu'avait joué M. Chamberlain pour le maintien de la paix lui valut des éloges de partout. Bientôt, toutefois, des critiques se firent entendre, surtout dans le Royaume-Uni même. On soutint que l'accord de Munich et les modalités qui y avaient été convenues, entraîneraient en réalité pour la Tchécoslovaquie des sacrifices territoriaux plus grands que ceux qui avaient été exigés à Godesberg. On prétendit que cela avait ouvert la voie à la pénétration allemande vers l'est et vers le sud, que la force militaire et le prestige moral des puissances occidentales en avaient été grandement diminués, et surtout que la guerre n'avait été qu'un peu retardée et qu'elle était remise à un jour où les Etats démocratiques devraient combattre dans des conditions immensément moins favorables.

Je ne désire aucunement intervenir dans les controverses qui ont eu lieu dans le Royaume-Uni sur la question de savoir quels sont les partis, les personnes ou les politiques qui ont le plus contribué en ces dernières années au résultat actuel. Ce serait manifestement là une ingérence indue dans la politique intérieure du Royaume-Uni, politique à laquelle le Canada n'a rien à dire. C'est à la population du Royaume-Uni qu'il appartient de louer ou de blâmer la politique du Royaume-Uni. Il est bien évident que, dans tous les pays, depuis quelques années, on a fait ou omis de faire certaines choses à propos desquelles on agirait différemment aujourd'hui si c'était à recommencer. Je me permets d'exprimer ma propre opinion en disant que, vu les circonstances qui existaient l'été dernier, M. Chamberlain a très certainement pris la meilleure décision possible quand il s'est efforcé d'empêcher la guerre d'éclater. Il lui a fallu un rare courage, un mépris total du risque que courait son prestige personnel, un vif esprit de déci-